

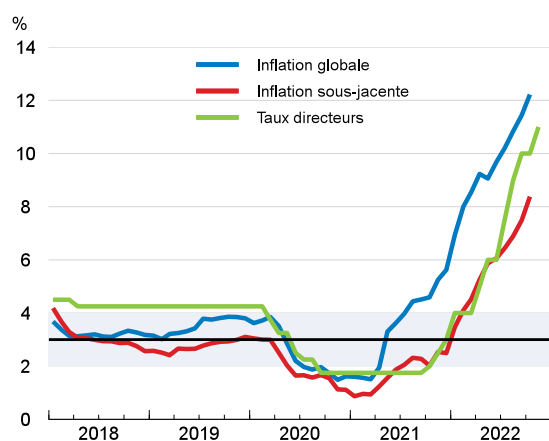
Colombie

Selon les projections, la croissance du PIB ralentira fortement, pour passer de 8.1 % en 2022 à 1.2 % en 2023, avant de remonter à 1.7 % en 2024. La consommation et l'investissement resteront atones alors que les ménages et les entreprises font face à une inflation et à des taux d'intérêt élevés, ainsi qu'aux incertitudes entourant les perspectives et les politiques économiques. L'inflation devrait dépasser 10 % cette année, puis refluer progressivement vers la fourchette de 2-4 % retenue comme objectif d'ici à 2024.

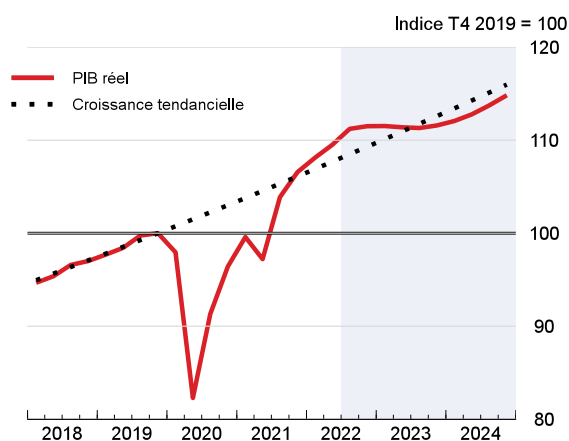
La politique monétaire devrait demeurer restrictive : la banque centrale devrait arrêter de relever ses taux directeurs une fois que l'inflation se sera stabilisée, et commencer à assouplir sa politique en 2024. L'accroissement des recettes publiques réduira le déficit budgétaire dans le cadre des plans de dépenses actuels, qui prévoient une hausse indispensable des dépenses sociales. Il est nécessaire d'élargir la couverture sociale et de simplifier le régime de l'impôt sur les sociétés pour enregistrer une croissance plus vigoureuse et plus inclusive.

Colombie


La hausse de l'inflation a entraîné un resserrement monétaire



La croissance du PIB ralentira



Source : Département administratif national de la statistique (DANE, *Departamento Administrativo Nacional de Estadística*) ; Banque de la République de Colombie (BRC) ; CEIC ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/lzp4w3>

Colombie : Demande, production et prix

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|-----------------------------------|---|------|------|------|------|
| | Prix courants trillions de COP | Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015) | | | | |
| Colombie | | | | | | |
| PIB aux prix du marché | 1 060.1 | -7.0 | 10.7 | 8.1 | 1.2 | 1.7 |
| Consommation privée | 727.9 | -5.0 | 14.8 | 9.5 | -1.9 | 0.7 |
| Consommation publique | 167.2 | -0.6 | 10.3 | 4.7 | 2.6 | 2.7 |
| Formation brute de capital fixe | 225.5 | -23.3 | 11.2 | 11.8 | 0.8 | 1.0 |
| Demande intérieure finale | 1 120.6 | -8.0 | 13.5 | 9.2 | -0.8 | 1.0 |
| Variation des stocks ¹ | 1.2 | 0.6 | 0.3 | 1.3 | 0.0 | 0.0 |
| Demande intérieure totale | 1 121.8 | -7.5 | 13.6 | 11.0 | 0.3 | 1.0 |
| Exportations de biens et services | 168.2 | -22.7 | 14.8 | 16.4 | 4.3 | 3.6 |
| Importations de biens et services | 229.9 | -20.5 | 28.7 | 25.6 | -0.9 | -0.2 |
| Exportations nettes ¹ | -61.7 | 0.8 | -3.9 | -3.6 | 1.1 | 0.8 |
| <i>Pour mémoire</i> | | | | | | |
| Déflateur du PIB | — | 1.4 | 6.5 | 13.8 | 8.9 | 5.9 |
| Indice des prix à la consommation | — | 2.5 | 3.5 | 10.2 | 9.5 | 4.8 |
| IPC sous-jacent ² | — | 2.0 | 1.8 | 6.4 | 7.7 | 4.7 |
| Taux de chômage (% de la population active) | — | 16.5 | 13.8 | 11.1 | 11.7 | 12.6 |
| Balance des opérations courantes (% du PIB) | — | -3.5 | -5.6 | -5.4 | -3.9 | -3.5 |

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation de base, services publics et combustibles.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/yl68wc>

L'économie ralentit

Au premier semestre de 2022, la croissance économique s'est hissée à plus de 10 % en glissement annuel. Elle a été tirée pour l'essentiel par la vigueur de la consommation privée, dans un contexte de forte reprise de l'emploi et de croissance du crédit à la consommation. Le redressement de l'investissement s'est également accéléré. En septembre, le taux de chômage s'établissait à 10.7 %, niveau qui n'est que légèrement supérieur à celui d'avant la pandémie. Les salaires dans l'industrie manufacturière et le commerce de détail ont progressé de 10-11 % en glissement annuel en août, soit un peu plus que le relèvement de 10 % du salaire minimum en 2022. La consommation a chuté au troisième trimestre, et la confiance des consommateurs s'est encore dégradée en octobre. L'inflation annuelle mesurée par les prix à la consommation a atteint 12.2 % en octobre et s'enracine de plus en plus, l'inflation sous-jacente s'établissant à 8.4 %. Le renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie a été particulièrement marqué, tout comme celui des produits manufacturés. Les anticipations d'inflation à un an se situent aux alentours de 7 %, et celles à deux ans à 4.8 %. La dépréciation du peso a renchéri les importations et accentué l'inflation, la monnaie ayant chuté de plus de 10 % par rapport au dollar rien qu'en octobre. Les primes de risque souverain ont sensiblement augmenté depuis 2021.

Les marchés colombiens du gaz et de l'électricité sont décorrélés des marchés européens. Les prix réglementés de l'électricité, qui provient pour l'essentiel de l'hydroélectricité, seront réduits de 4-8 % en 2023. La crise énergétique fait sentir ses effets sur la Colombie surtout à travers le prix du pétrole (qui représente un tiers des exportations du pays), en augmentant les recettes budgétaires et d'exportation. Ces recettes contribueront à renflouer le déficit accumulé du fonds de stabilisation des prix des carburants (2 % du PIB en 2022 et 1.5 % du PIB en 2023), dispositif préexistant qui sert aujourd'hui à limiter les répercussions sur les prix intérieurs des carburants. En outre, de légères hausses progressives du prix réglementé de l'essence ont pris effet à compter de septembre.

Les politiques budgétaire et monétaire demeureront restrictives

La politique monétaire a été considérablement resserrée en 2022, avec sept hausses consécutives des taux d'au moins 100 points de base chacune. La banque centrale de Colombie devrait continuer à relever ses taux directeurs de 150 points de base supplémentaires jusqu'au début de l'année prochaine puis les laisser inchangés jusqu'à la mi-2024. L'amélioration des résultats budgétaires renforcera la confiance, après plusieurs années de déficits budgétaires de grande ampleur. La dette publique a atteint 61 % du PIB en 2021, soit un niveau supérieur au point d'ancrage défini en termes d'endettement à moyen terme de 55 % précisé dans la règle budgétaire. Les dépenses de l'administration centrale augmenteront de 15 % en valeur en 2023, sous l'effet de hausses bienvenues des dépenses sociales. Un accroissement des recettes permettrait d'assainir progressivement les finances publiques tout en conservant une marge pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables. Deux réformes fiscales, l'une approuvée en 2021 et l'autre adoptée par le Congrès en octobre, devraient générer un surcroît de recettes de près de 3 % du PIB une fois qu'elles auront été pleinement mises en œuvre d'ici à 2024.

La croissance devrait fléchir

L'économie ralentira fortement en 2023 et en 2024. La demande intérieure faiblira en 2023, sachant que la forte inflation, les taux d'intérêt élevés et les incertitudes pèseront sur les consommateurs et les investisseurs. La croissance des exportations se poursuivra, mais à un rythme plus lent, à la faveur d'une amélioration de la compétitivité et de la demande de pétrole non russe dans les pays avancés. Le taux de pénétration des importations diminuera pour tendre vers son niveau antérieur à la pandémie. La consommation et l'investissement se redresseront en 2024, au moment où l'inflation reculera de manière plus marquée et la politique monétaire commencera à être assouplie. L'inflation refluera à la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif (4 %) d'ici à la fin de la période de projection. Un ralentissement de la désinflation ou une hausse plus prononcée que prévu des taux d'intérêt dans les pays avancés conduiraient la banque centrale à relever ses taux d'intérêt pendant plus longtemps. À l'inverse, un renchérissement du pétrole générerait un surcroît de recettes budgétaires et d'exportation.

Simplifier le système de prélèvements et de prestations et favoriser la transition écologique

Un élargissement de la couverture des programmes de prestations en espèces et de pensions de retraite et une augmentation de leur montant feraient reculer la pauvreté et les inégalités. Il est encore possible d'améliorer la conception du système fiscal et de protection sociale en remplaçant les cotisations de sécurité sociale sur les salaires dans le secteur formel par des recettes fiscales générales en vue de réduire l'ampleur de l'activité informelle. Baisser les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges, en commençant par les produits pour lesquels les barrières actuelles sont les plus élevées, rehausserait la productivité. Afin de favoriser la transition écologique, il conviendrait de réduire progressivement la dépendance à l'égard du pétrole et du gaz. Il faudrait, en outre, investir davantage dans les énergies renouvelables et supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles dans le but de réduire la consommation intérieure. Cela contribuerait à diminuer les émissions et à diversifier l'économie. Les autorités pourraient aussi favoriser la transition écologique en définissant un calendrier pour augmenter le montant de la taxe sur le carbone et élargir son champ d'application, et en transférant parallèlement une partie des recettes vers les ménages à faible revenu.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Colombie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/55f6db29-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.